

Arbia, Silvana (Italie)

(Original : anglais)

Exposé des qualifications

Études

Maîtrise en droit. Université de Padoue (Italie), février 1976.

Études spéciales postuniversitaires :

- Fondation canadienne des droits de la personne, Montréal, 1995.
- Académie de droit international de La Haye, 1991, 1992, 1993.
- Académie de droit européen, Florence, 1990.
- Institut international des droits de l'homme René Cassin, 1989.
- Pratique du traitement informatique des procédures judiciaires depuis 1981.
- Formation à la défense des droits, Arusha, décembre 2001, février 2003.
- Formation à la budgétisation axée sur les résultats, Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda, Arusha, avril 2003.
- Droit humanitaire, Arusha, février 2004.
- Communication avec les médias.

Qualifications professionnelles et expertise

- Pratique juridique et judiciaire comme conseil, procureur et juge
- Droit pénal et procédure pénale
- Droit international et droit pénal international
- Droits de l'homme
- Base de données juridiques
- Gestion

Principale expérience professionnelle pertinente

1976-1978 : avocat dans un cabinet d'avocats, admission au Barreau, Venise.

Juin 1979 : admission à la profession de juge et procureur (*magistrat ordinario*).

1980-1982 : juge d'affaires pénales, Venise.

1983-1988 : juge d'affaires pénales et prudhommes, Venise.

1988-1993 : juge à Rome d'affaires prudhommes.

1993-1999 : juge à la première Chambre de la Cour d'appel de Milan statuant sur des affaires pénales (crime organisé au niveau national et international, notamment blanchiment d'argent, trafic international de stupéfiants, corruption, violation des droits, violences à des enfants).

30 juin 1999 : promotion au rang de juge de la Cour de cassation.

24 octobre 1999- : nomination en tant que premier substitut du Procureur au Bureau du Procureur du Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda (TPIR).

Octobre 1999 - mai 2003 : Responsable d'une équipe de première instance chargée de crimes internationaux comme le génocide, les crimes contre l'humanité et les

crimes de guerre, assurant la finalisation et la confirmation de 12 actes d'accusation ; 22 affaires préliminaires et 2 procès.

15 décembre 2001 - 20 décembre 2002 : chef des poursuites par intérim, chargée à ce titre de superviser environ 92 fonctionnaires, dont huit équipes d'appui aux procès.

30 juin 2007 : promotion au rang de juge qualifié pour être désigné aux postes du plus haut niveau de la Cour de Cassation.

Juillet 2007-avril 2008 : promotion à la position de Chef des poursuites comprenant la direction et la gestion de douze équipes d'appui aux procès, le Groupe des éléments de preuve et la Section des enquêtes.

28 février 2008 : élue Greffier par les juges de la Cour pénale internationale. Occupant cette position depuis le 17 avril 2008.

Autre expérience professionnelle

- Chargée de cours sur les droits de l'homme, Université LUISS, Rome (1989 -1993).
- Enseignement des droits de l'homme à l'École des officiers de police, Rome (1990 - 1992).
- Enseignement de l'utilisation de la base de données électronique « Italgire Find », CED, Cour de cassation (1987-1989).
- Membre de l'unité rédactionnelle « I diritti dell'uomo, cronache e battaglie », Rome (depuis 1989).
- Consultante auprès de l'ONG CRIC, spécialisée dans la protection des droits de l'homme dans le cadre de l'immigration clandestine.
- Responsable et coordinatrice du projet « Persone senza status », lancé par la Commission européenne lors de l'Année européenne contre le racisme (1997).
- Nommée représentante du ministère italien de la Justice au séminaire international sur « La violence contre les mineurs » ; communication sur le thème : « Initiatives européennes concertées et législation italienne dans le domaine de la lutte contre le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants », Madrid, 3-6 novembre 1997.
- Nommée représentant du ministère italien de la Justice pour le programme Grotius ; séminaire international sur le thème « Les victimes de crimes », Rome, 27-29 mai 1999.
- Nommée représentant du ministère italien de la Justice au séminaire international sur « Les victimes de crimes dans l'Union européenne », Umea, Suède 1999.
- Nommée expert dans la mobilisation d'experts par la Commission européenne en Bulgarie pour lutter contre le blanchiment d'argent, Bureau d'échanges d'information et d'aide technique, numéro de référence 102, mars 1998 (contrat numéro 012/98).
- Nommée délégué de l'Italie à la Conférence diplomatique sur la création d'une Cour pénale internationale, Rome, juin-juillet 1998.
- Membre de la délégation du TPIR aux négociations sur l'accord entre l'ONU et l'Italie pour l'exécution du jugement du TPIR et à la signature de cet accord (17 mars 2004).
- Orateur invité à la réunion sur le crime international et transnational, Teramo, février 2003.
- Orateur invité à des séminaires nationaux et internationaux.

Principales publications pertinentes :

- « L'elemento oggettivo del sequestro di persona. Linee evolutive della giurisprudenza italiana », XXVIIe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi Severini, Perugia, Italie, septembre 1980.
- « Il diritto alla rettifica alla luce delle recenti riforme », XXVIIIe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi SeverinPerugia (Italie), septembre 1981.

- « Aspetti privatistici del diritto alla salute », C.I.D.I.S. Conférence, Jesolo (Italie), 1981.
- « Istituzione del giudice di pace nell'ordinamento giuridico italiano », XXIXe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi Severini Perugia (Italie), septembre 1982.
- « Il principio di specialità nell'estradizione », XXXe Cours international à l'intention des magistrats, Centro studi Luigi Severini, Perugia (Italie), septembre 1983.
- « Banche dati e segreto professionale », INFOLEX, Venise (Italie), 1987.
- Essai sur « I provvedimenti di polizia », Nuovissimo Digesto, Utet 1986.
- Article sur « Diritto internazionale del sistema Oil e diritto comunitario in materia sociale », Il Foro italiano, 1993, pages 316-324.
- Article sur « Lavoro carcerario, specialità del trattamento e diritti del detenuto », Il diritto del lavoro, 1989, pages 241-246.
- Article sur : « Licenziamento per giusta causa e pregiudiziale pénale ».
- Il diritto del lavoro, 1988, pages 481-486.
- Essai sur « La Giurisprudenza italiana e la Convenzione Europea dei diritti dell'Uomo », Rivista internazionale dei Diritti dell'Uomo, Milan, N.1/1999 (Convention européenne sur les droits de l'homme et la législation nationale italienne).
- Essai sur la Convention internationale des droits de l'enfant (Edizioni scientifiche italiane, 1994).
- Rapport sur des questions juridiques relatives aux enfants immigrés « I minori extracomunitari: problemi giuridici », XVème Réunion internationale Child Health Plan '98, Ancona (Italie), 1998-05-28/30, Editeur : G.M.Caramia, pages 83-95.
- Commentario breve ai Trattati della Comunità e dell'Unione europea, sous la direction de Fausto Pocar, publication Cedam, Padova 2001 (commentaire des articles 39/42; 125/130; 136/140).

Langues

Langue maternelle : italien

Autres langues : anglais courant
 français courant
